



Cinquième session

Point 21 (b)

ANCIENNES COLONIES ITALIENNES

RAPPORTS DES PUISSANCES ADMINISTRANTES DE LA LIBYE

Lettre en date du 6 septembre 1950 adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent du Royaume-Uni auprès des Nations Unies
et transmettant le rapport sur l'administration britannique
de la Cyrénaïque et de la Tripolitaine

New-York, le 6 septembre 1950

J'ai l'honneur de transmettre ci-joint à votre Excellence un exemplaire du rapport sur l'administration britannique de la Cyrénaïque et de la Tribolitaine pendant la période 1949-1950. Ce rapport a été établi conformément au paragraphe 10 (c) de la partie A de la résolution 289 (IV) adoptée le 21 novembre 1949 par l'Assemblée générale.

(Signé) Gladwyn JEBB

RECEIVED

UNITED NATIONS

Best Copy Available

Excessive Gutter Binding

RAPPORT PRESENTÉ AUX NATIONS UNIES SUR L'ADMINISTRATION BRITANNIQUE DE LA CYRENAÏQUE ET DE LA TRIPOLITAINE.

Le Gouvernement du Royaume-Uni, en tant que Puissance chargée de l'administration de ces deux territoires, présente le rapport suivant conformément à la résolution adoptée le 21 novembre 1949 par la quatrième Assemblée générale

INTRODUCTION

Les conditions politiques, sociales et économiques en Cyrénaïque et en Tripolitaine, tout en se ressemblant d'une façon générale, diffèrent entre elles sur certains points importants. En Cyrénaïque, la personnalité et la position de son Altesse l'Emir, et l'appui unanime qu'il reçoit de la part de son peuple, constituent le facteur politique dominant. En fait, il n'existe aucune minorité importante en Cyrénaïque, pas plus qu'il n'existe de communauté italienne. En Tripolitaine, au contraire, il existe des partis rivaux, et la scène politique est encore compliquée par la présence d'importantes minorités, dont la plus nombreuse est la minorité italienne. La Tripolitaine est plus fertile que la Cyrénaïque, et son développement agricole est plus avancé. En Tripolitaine, la minorité européenne fournit la plus grande partie de l'élément qualifié de la population, tandis qu'en Cyrénaïque la pénurie de main-d'œuvre qualifiée est très sensible. L'influence italienne en Cyrénaïque s'est à peine fait sentir, alors qu'une bonne partie de la structure économique et sociale de la Tripolitaine est d'inspiration et de caractère italiens.

2. Sur le plan économique, ces territoires ne sont pas des régions sous-développées dont l'agriculture pourrait être considérablement améliorée et où existent des perspectives de développement industriel et de découverte de richesses minérales. Ce sont au contraire des régions qui ont été exploitées, pendant 1.000 ans (de l'an 500 environ avant J.C. à l'an 500 de notre ère), par d'importantes colonies phéniciennes, grecques et romaines, et le sol est maintenant épuisé et en grande partie infertile à cause de cette exploitation et du manque d'entretien des puits, des citernes, des réservoirs, des cultures en terrasse, des arbres, etc., qui constituaient la base principale de la prospérité

agricole dont le pays a joui jusqu'à l'invasion arabe; cette invasion a amené une économie surtout pastorale et l'élevage a été pratiqué de façon intense et sans discernement. Par conséquent, ces territoires exigent des investissements très importants et au début improductifs : prospection des ressources en eau, amélioration du sol, etc.; il leur faut également disposer d'énergie à bon marché et facilement accessible pour pomper l'eau souterraine. Ce développement est en voie d'être entrepris sur une échelle qui est limitée par les crédits disponibles.

3. La mise en oeuvre de la résolution des Nations Unies a posé au Gouvernement de sa Majesté, en tant qu'Autorité chargée de l'administration, des problèmes essentiellement différents dans les deux territoires en question. La Cyrénaïque, au contraire de la Tripolitaine, présente une base solide pour le développement politique, mais elle possède des ressources plus limitées en main-d'oeuvre spécialisée et en personnel compétent. En Tripolitaine, il y a plus de richesse (ou plus exactement moins de pauvreté) en ressources aussi bien qu'en personnel, mais il y règne une certaine instabilité politique. On a donc pu réaliser en Cyrénaïque des progrès politiques plus rapides, mais les perspectives de progrès économique sont meilleures en Tripolitaine.

4. Avant l'adoption de la résolution des Nations Unies, le Gouvernement de sa Majesté, en tant qu'Autorité chargée de l'administration, était gêné dans son activité, dans les deux territoires, par la nature temporaire de son administration, par ses obligations internationales et par les ressources disponibles. Cependant, il a pu appliquer un certain nombre de réformes économiques, politiques et administratives importantes, dont un certain nombre sont résumées ci-dessous. L'adoption de la résolution des Nations Unies a permis naturellement d'accélérer les progrès dans certains domaines, mais elles les a rendus plus difficiles dans d'autres.

5. Depuis l'arrivée en Libye, en janvier, du Commissaire des Nations Unies, les Administrations des deux territoires ont maintenu le plus étroit contact avec M. Pelt et ont bénéficié de sa coopération dans l'exécution de leur tâche.

6. Dans les notes qui suivent, on a traité séparément, pour les raisons indiquées plus haut, du développement politique et social entrepris dans chaque territoire en application de la résolution; les développements économique et financier sont, eux, examinés conjointement pour les deux territoires.

CYRENAÏQUE

7. Avant la résolution de l'Assemblée, le Gouvernement de Sa Majesté avait déjà pris en Cyrénaïque des mesures initiales dont la conséquence logique devait être de préparer le pays à devenir indépendant dans un proche avenir. Le 1er juin 1949, le Gouvernement de Sa Majesté a consenti à la création d'un Gouvernement de la Cyrénaïque responsable des affaires intérieures, et a reconnu Son Altesse l'Emir comme Chef du Gouvernement.
8. En conséquence, le 16 septembre 1949, Son Altesse l'Emir a édicté, avec le consentement du Gouvernement de Sa Majesté, une constitution de la Cyrénaïque, qui est entrée en vigueur le 18 septembre 1949 et qui jetait la base d'un Gouvernement autonome; à partir de cette date a été établi un Gouvernement de la Cyrénaïque ayant pouvoir sur les affaires intérieures.
9. Par un arrêté ministériel (Order-in-Council) du 28 octobre 1949, l'Administrateur en chef est devenu Résident britannique en Cyrénaïque; ainsi était reconnu officiellement le transfert des pouvoirs au Gouvernement de la Cyrénaïque.
10. Le Gouvernement de la Cyrénaïque, à la tête duquel se trouve l'Emir, se compose d'un Conseil des ministres ayant à son service une administration civile de la Cyrénaïque; c'est le Gouvernement qui détermine et applique la politique à suivre dans le domaine des affaires intérieures.
11. En attendant l'application de la résolution des Nations Unies, un certain nombre de questions resteront de la compétence du Résident britannique qui agit au nom du Gouvernement de Sa Majesté. Les plus importantes de ces questions sont les relations extérieures, la défense, le commerce extérieur, les anciens avoirs ennemis, la monnaie et l'immigration.
12. Les premières élections qui aient eu lieu en Cyrénaïque depuis 1919, ont été tenues le 5 juin 1950; ce jour-là, cinquante membres ont été élus à une Assemblée des représentants de la Cyrénaïque. En outre, dix membres ont été désignés par Son Altesse l'Emir. Les élections ont été considérées comme un succès complet, car 80 pour 100 des citoyens et 56 pour 100 des membres des tribus y ont participé. Le 12 juin, l'Assemblée des représentants a tenu sa première séance et a élu un Président, un Vice-président et un Secrétaire.

13. Depuis le transfert du pouvoir au Gouvernement de la Cyrénaïque, de nombreux postes de l'Administration, qui étaient auparavant détenus par des fonctionnaires britanniques, ont été confiés à des citoyens de la Cyrénaïque; en outre, des candidats seront formés pour occuper les autres postes à mesure qu'ils deviendront vacants. En attendant, un certain nombre de fonctionnaires britanniques se voient offrir des contrats du Gouvernement de la Cyrénaïque; en vertu de ces contrats, ils deviennent fonctionnaires du Gouvernement de la Cyrénaïque et sont soumis à la Loi de la Cyrénaïque sur l'administration civile.

Depuis novembre 1949, les circonscriptions administratives de la Cyrénaïque ont à leur tête des fonctionnaires cyrénéens nommés par Son Altesse l'Emir. Les fonctionnaires britanniques qui étaient auparavant responsables de l'administration de ces circonscriptions ont gardé leurs postes en qualité de conseillers auprès de leurs successeurs cyrénéens. Ce transfert des fonctions a partout été effectué dans l'ordre.*

14. Conformément au désir de Son Altesse l'Emir, le Ministre de l'Instruction Publique a pris, en novembre 1949, les premières mesures en vue d'un développement plus poussé de l'Instruction publique en Cyrénaïque.

En décembre 1949, un Conseiller britannique pour l'Instruction publique, hautement qualifié et expérimenté, a été nommé au Ministère de l'éducation en vue d'aider à établir le programme d'Instruction publique.

15. Au cours de la période d'administration britannique de la Cyrénaïque, des progrès considérables ont été accomplis dans le domaine du développement de l'enseignement. En 1939, il existait 31 écoles élémentaires fréquentées par 2245 Arabes, mais pendant la guerre le système d'enseignement italien a presque entièrement disparu et il a fallu le rétablir complètement. A la fin de 1949, on avait créé 10 écoles primaires et 44 écoles élémentaires, une école secondaire, une école normale d'instituteurs, une école d'enseignement professionnel, 26 centres d'Instruction publique dans les Zawias, et 41 écoles

* Au 1er août 1950, seulement 22,2 pour 100 des postes au Siège du Gouvernement de la Cyrénaïque étaient occupés par des non-Libyens, à savoir 12,2 pour 100 (183 postes) par des personnes recrutées dans le Royaume-Uni et 10 pour 100 (150 postes) par d'autres non-Libyens.

coraniques. Un total de 8000 élèves fréquentaient ces établissements. Il existe, en outre, un centre d'études avancées où peuvent s'inscrire les étudiants. Le Gouvernement de la Cyrénaïque projette d'élargir encore ses services d'enseignement à partir de la nouvelle année scolaire, en automne prochain, et de créer une école secondaire pour les filles.

Les conditions en Cyrénaïque sont telles qu'il est hautement désirable et nécessaire de créer un certain nombre d'internats. Il en existe actuellement quatre. On a créé des écoles pour répondre aux demandes, peu nombreuses, d'instruction pour les filles. On s'efforce de diverses façons d'encourager cette instruction féminine.

16. Le Gouvernement de Sa Majesté, se rendant compte de la nécessité de former des cadres de citoyens de Cyrénaïque, experts dans tous les domaines de l'administration publique, a pris des dispositions pour permettre à des étudiants soigneusement choisis de Cyrénaïque de recevoir une formation professionnelle avancée dans le Royaume-Uni, en France, en Egypte et au Soudan; à l'heure actuelle une cinquantaine d'étudiants suivent des cours dans ces pays.

Des citoyens de Cyrénaïque ont reçu, ou reçoivent actuellement, dans le Royaume-Uni, une formation spécialisée dans les domaines suivants : enseignement, droit, médecine, économie politique, douane et régie, police. Des dispositions ont également été prises pour permettre à des étudiants de Cyrénaïque de suivre un cours de deux ans de génie civil municipal dans le Royaume-Uni.

Des dispositions ont été prises en vue de développer ce système de formation spécialisée, pour former des cadres suffisamment nombreux de citoyens de Cyrénaïque, capables, soit de participer à l'administration de leur pays, soit de contribuer à la formation professionnelle de leurs concitoyens.

On a organisé des cours d'été pour le perfectionnement des étudiants de Cyrénaïque pendant les vacances scolaires; ces cours seront fort utiles pour compléter l'enseignement officiel régulier en ce qui concerne la formation du personnel enseignant.

17. Tant que l'on n'aura pas formé un plus grand nombre de techniciens, citoyens de Cyrénaïque, il ne sera pas possible de beaucoup réduire le nombre des fonctionnaires étrangers des départements techniques du Gouvernement de la Cyrénaïque. Sous l'administration britannique, un certain nombre de citoyens de Cyrénaïque ont reçu une formation technique dans les domaines des transports et des travaux publics; le nombre sans cesse croissant de personnes ayant une formation de base adéquate rend possible désormais d'intensifier la formation technique générale. Les programmes d'apprentissage et de formation professionnelle dans l'industrie sont maintenant établis sur une base plus large qu'auparavant.

Une école professionnelle, qui est fréquentée par une cinquantaine de garçons a été ouverte à Benghazi en 1949. Les élèves de cette école suivent non seulement des cours primaires, mais aussi des cours de mécanique, de tissage, de menuiserie, de travail du cuir. On s'attend à une augmentation rapide du nombre des élèves, et on espère pouvoir introduire prochainement l'enseignement d'autres métiers également.

18. Des citoyens de Cyrénaïque ont fait des demandes de bourses d'études et de perfectionnement à l'Organisation des Nations Unies. Ces demandes ont été transmises aux autorités compétentes de l'Organisation.

19. L'enseignement pour adultes, qui comprend des cours d'anglais et de mathématiques donnés au personnel du Gouvernement de la Cyrénaïque, et des cours du soir pour les ouvriers, va être étendu à la suite d'une visite récente faite en Cyrénaïque par un spécialiste britannique des questions d'éducation, dont les recommandations ont été acceptées sans réserve par le Gouvernement de la Cyrénaïque. Ces recommandations comprenaient des propositions tendant au développement des écoles normales et des cours du soir, ainsi qu'à la diffusion de films éducatifs, de brochures et de manuels scolaires.

20. On a fait venir d'Egypte plus de 50 instituteurs, et il faudra continuer à utiliser les services d'instituteurs en provenance d'autres pays arabes, jusqu'au moment où la Cyrénaïque aura un nombre suffisant d'instituteurs nationaux qualifiés. Il existe une école normale d'instituteurs réservée aux étudiants du sexe masculin.

21. Une étude détaillée des services de santé de la Cyrénaïque a été entreprise en mars 1950. A la suite de cette étude, on a envisagé d'intensifier la formation d'un personnel local d'infirmières, de sages-femmes, d'infirmières visiteuses et d'inspecteurs de santé, d'augmenter le nombre des médecins spécialistes et le nombre des lits dans les hôpitaux.
22. La visite de M. Davidson, du Fonds international des Nations Unies pour le secours à l'enfance, est prévue pour le mois de septembre; M. Davidson recherchera par quels moyens le Fonds pourrait venir en aide à la Cyrénaïque et à la Tripolitaine.
23. Une inspection des services de la police et des prisons a eu lieu en Cyrénaïque pendant l'année 1949; un certain nombre de recommandations ont alors été faites, d'où est résultée la réorganisation complète de ces services sur la base des systèmes les plus modernes.

TRIPOLITAINE

24. A la suite de la résolution des Nations Unies, on a établi un programme visant à mettre les Tripolitains en mesure d'assumer eux-mêmes la responsabilité du gouvernement au 1er janvier 1952.
25. Après consultation du Commissaire des Nations Unies, ce programme a été divisé en trois phases :
- I. Création d'un Conseil administratif.
 - II. Réunion d'une Assemblée représentative.
 - III. Transfert progressif des pouvoirs et des responsabilités au Conseil administratif et à l'Assemblée représentative.
26. Les fonctions du Conseil administratif, qui s'est réuni pour la première fois le 15 mai 1950, sont surtout d'ordre consultatif; on le consulte cependant sur toutes les questions importantes de politique administrative intérieure. Le Conseil a donc un double objet : il met à la disposition des Tripolitains un organe consultatif accrédité par l'intermédiaire duquel ils peuvent faire connaître leurs vues à l'Administrateur en chef sur les questions concernant le bien-être du territoire et il fournit en même temps à ceux qui seront finalement appelés à assumer les responsabilités politiques la possibilité d'acquérir de l'expérience en matière de gouvernement.

Le Conseil a été créé après consultation des dirigeants politiques de la Tripolitaine et avec l'accord du Commissaire des Nations Unies.

Il se compose actuellement de trois membres de droit qui sont des Britanniques et de dix membres nommés, dont 8 Libyens, un Italien et un Juif.

Les Libyens ont été choisis de façon à assurer, dans toute la mesure du possible, la représentation des divers groupes politiques, géographiques et ethniques du territoire. On trouve donc parmi eux des personnalités de marque provenant des trois principaux groupes politiques des quatre provinces de la Tripolitaine et sur les 8, deux appartiennent à l'important groupe berbère.

La plupart des séances tenues jusqu'ici ont été présidées par l'Administrateur en chef, mais un vice-président libyen a été élu et il a occupé le fauteuil présidentiel à plusieurs reprises en l'absence de l'Administrateur en chef. Bien que composé d'hommes de cultures et d'opinions politiques très diverses, cet organe fonctionne en parfaite harmonie depuis le début et le sens des responsabilités dont ses membres font preuve justifie pleinement les espoirs que l'on fonde sur ce conseil comme instrument d'éducation politique.

Conformément à son mandat, le Conseil a été consulté sur tous les nouveaux projets de lois et sur toutes les questions importantes de politique administrative intérieure. Parmi les projets de lois qui lui ont été renvoyés figurent une loi sur l'immigration, une nouvelle loi sur la presse et un amendement à la loi sur la réglementation des loyers. Les autres questions qui lui ont été soumises portent sur des sujets aussi variés que l'établissement de banques étrangères, l'avenir de l'industrie de l'huile d'olive et de la pêche des éponges et le rétablissement des réfugiés de Palestine. Les membres du Conseil ont fait preuve en chaque occasion de sagesse et de bon sens et l'Administrateur en chef n'a eu en aucun cas à leur opposer sa décision.

Une copie de l'avis général portant création du Conseil est jointe en annexe A au présent rapport.

27. On espère élire une Assemblée représentative le plus tôt possible. Outre les projets de lois mentionnés au paragraphe précédent, le Conseil administratif a été saisi, aux fins d'examen préliminaire, d'un projet de loi électorale. Les efforts de la Puissance chargée de l'administration pour assurer la tenue d'élections se sont heurtés jusqu'ici à l'opposition de la population qui ne veut pas que les minorités non libyennes participent aux élections et qu'elles soient représentées à l'Assemblée. Lorsqu'il y aura une Assemblée représentative,

on envisage alors, pour le Conseil administratif, tel qu'il sera à ce moment-là constitué, des fonctions qui seraient à peu près celles d'un Conseil des Ministres étant donné que les membres pris individuellement travailleront en liaison avec des groupes de départements et seront peut-être même chargés d'en diriger le fonctionnement.

28. Une étude complète du système judiciaire du territoire, tenant compte des besoins futurs de la Libye, est actuellement en cours. Avant que soit adoptée la résolution des Nations Unies, quatorze tribunaux indigènes avaient déjà été créés et leur fonctionnement était des plus satisfaisants.

29. Dans le domaine administratif, distinct du domaine constitutionnel, le Gouvernement de Sa Majesté estime que la tâche la plus urgente de l'administration, telle qu'elle ressort de la résolution des Nations Unies, est de développer les services d'enseignement et de hâter la formation de fonctionnaires libyens qui devront prendre une part de plus en plus grande à l'administration de leur pays.

30. Pour apprécier comme il convient les progrès réalisés en ce qui concerne la "libyanisation" de l'administration civile, il ne faut pas perdre de vue que sous le régime italien la proportion des Libyens employés était extrêmement faible et que le nombre de ceux qui occupaient des postes responsables était négligeable. Le Gouvernement de Sa Majesté a toujours eu pour ligne de conduite d'augmenter la proportion des Libyens dans les services de l'administration mais depuis l'adoption de la résolution des Nations Unies elle s'efforce encore plus que par le passé d'appliquer cette politique. A la fin de l'année 1946, le nombre des employés libyens n'était que de 584; mais au 31 mars 1950, le nombre des Libyens (compte tenu des ouvriers à salaire horaire) employés dans les services du Gouvernement avait été porté à 6.062 (augmentation de 300 au cours de la dernière année); sur les 6.062, 1.400 environ occupaient des postes supérieurs. La proportion des fonctionnaires libyens atteint aujourd'hui environ 65 pour 100. Etant donné leur manque de formation et d'expérience, il est inévitable que la plupart d'entre eux occupent des postes relativement subalternes; toutefois l'administration ne perd pas de vue qu'il importe de former des Libyens pour les postes supérieurs. Pour que les personnes choisies pour occuper ces postes supérieurs puissent se former dans les meilleures conditions, on les emploie comme curnuméraires dans l'administration et des

crédits ont été ouverts pour le paiement de leurs traitements et de leurs indemnités. Vingt de ces postes surnuméraires ont été pourvus au cours des six derniers mois; on espère que ces fonctionnaires seront prochainement en mesure de s'acquitter entièrement des fonctions attachées aux postes qu'ils occupent actuellement à titre de stagiaires. On envisage d'utiliser plus largement cette méthode de formation en augmentant considérablement le nombre des surnuméraires dans les postes intermédiaires; on procède maintenant au choix des candidats qualifiés.

De plus, avec l'aide de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, on prévoit la création, à Tripoli, d'une école pour la formation de techniciens et de secrétaires; elle accueillera 250 jeunes Libyens dont la moitié environ apprendra la comptabilité, la dactylographie et les travaux courants de bureau tandis que l'autre moitié recevra un enseignement pratique de métier artisanal.

Un centre d'élèves officiers de police a déjà été approuvé; l'installation de ce centre est maintenant terminée et il possède un personnel instructeur compétent dont les membres ont été recrutés pour la plupart dans les pays du Proche-Orient. Le premier cours qui sera suivi par 25 élèves choisis doit commencer en septembre 1950; on espère qu'une forte proportion d'entre eux seront en mesure, au bout de 36 semaines, de remplir les fonctions d'inspecteurs-adjoints de la police.

31. Une autre méthode utile de formation prévoit un programme de brefs cours à l'étranger; on envoie en Angleterre certains fonctionnaires libyens des divers départements de l'administration pour y étudier les méthodes modernes d'enseignement, d'administration locale, d'administration douanière, etc.

Trente de ces cours environ sont prévus pour cette année.

32. Il existe une grande difficulté pour la formation des spécialistes. C'est que le niveau général de culture des Libyens à former est souvent trop peu élevé pour leur permettre de profiter de l'enseignement supérieur qui exige certaines études préalables. Ceci est particulièrement vrai dans les départements plus spécialisés comme l'agriculture, la santé et les travaux publics. La préparation aux postes de direction dans ces départements est inévitablement une entreprise de longue haleine et avant d'obtenir des progrès notables, il faut développer l'enseignement général dans le territoire.

33. Le Gouvernement de Sa Majesté est depuis longtemps conscient de cette situation et a déjà fait beaucoup dans ce sens. Lorsque l'administration britannique s'est installée, l'enseignement était très peu développé, sauf pour les Italiens; mais, en 1949, le nombre des instituteurs libyens dans les écoles primaires était passé de 60 à 700. Il y avait 60 écoles primaires et 2 écoles secondaires. Plusieurs cours techniques ont été organisés et les cours de lecture et d'écriture arabes ainsi que de langue anglaise avaient été suivis avec assiduité.

On doit comprendre toutefois que ces créations font de toute nécessité partie d'un plan à long terme et le Gouvernement de Sa Majesté n'a jamais envisagé qu'elles porteraient tous leurs fruits dans le laps de temps bien court de deux années.

34. L'adoption de la résolution des Nations Unies a montré clairement au Gouvernement de Sa Majesté que les progrès de l'enseignement qui s'étaient jusque là poursuivis à une allure régulière, devaient être considérablement accélérés. En conséquence, comme première mesure on a nommé auprès de l'Administrateur en chef un Directeur de l'enseignement, possédant tous les titres et l'expérience nécessaires, et on l'a chargé de préparer un plan général portant sur tous les domaines de l'enseignement. Ce fonctionnaire est entré en fonction en janvier 1950 et le plan préparé sous sa direction a été approuvé au mois d'avril et entraînera pour le Gouvernement de Sa Majesté un supplément de dépenses de 50.000 livres sterling pour l'exercice financier 1950-51.

Ce plan envisage une extension considérable de l'enseignement secondaire : sept nouvelles classes doivent être créées en octobre 1950 contre trois en 1949 - l'enseignement et la pension seront gratuits pour la majorité des élèves. On prévoit également la création de deux écoles normales en octobre (garçons et filles) en plus de l'école pour la formation de techniciens et secrétaires dont il a été déjà question. Bien que l'on n'envisage pas l'ouverture de nouvelles écoles primaires en 1950, le nombre des instituteurs et des élèves augmentera néanmoins sensiblement, étant donné que le plus grand nombre des écoles sont ouvertes depuis un nombre d'années inférieur à la durée du cycle complet des études primaires et par conséquent chaque école voit chaque année ses effectifs s'augmenter d'une ou plusieurs classes supplémentaires. L'administration prévoit également une extension importante des services de l'enseignement pratique.

Elle prend des mesures pour faire faire à un certain nombre de Libyens choisis des études à l'étranger et étudie activement la possibilité d'obtenir un petit nombre de bourses d'études et de bourses de perfectionnement des Nations Unies.

On comprendra qu'il soit difficile de prendre des dispositions de cette nature en quelques mois. Tous les efforts dans ce sens sont faits néanmoins. Le personnel qualifié nécessaire, qui doit évidemment venir de l'étranger, est en cours de recrutement; les bâtiments sont remis en état et transformés, des manuels et du matériel ont été commandés et on construit du mobilier scolaire. L'ensemble du programme doit être mis en oeuvre au début de l'année scolaire, en octobre 1950.

35. Ces projets ont déjà entraîné des dépenses considérables pour le Gouvernement de Sa Majesté. Toutefois, la charge financière sera beaucoup plus lourde pendant l'exercice financier 1951-52; il faudra non seulement verser au personnel nommé en octobre 1950 le traitement d'une année entière au lieu du traitement d'une demi année mais il faudra, en octobre 1951, augmenter sensiblement le personnel, le matériel et les bâtiments pour faire face aux nouvelles admissions d'élèves indispensables si l'extension de l'enseignement doit se poursuivre. L'administration a déjà fait appel à l'UNESCO pour l'aider à recruter le personnel du centre de formation de techniciens.

36. En dépit des difficultés financières qu'entraîne la mise en oeuvre du programme d'enseignement pour les Libyens, on reconnaît que même ce programme ne suffira pas à fournir un nombre suffisant de Libyens qualifiés; en effet, la plus grande partie des réalisations n'aura pas pendant de nombreuses années d'influence directe sur l'efficacité de l'administration et ce programme ne peut servir qu'à un petit nombre de ceux qui devront prendre une part active à l'administration de la Tripolitaine après 1951. On s'efforce donc actuellement de donner aux Libyens la possibilité d'acquérir, en les associant au personnel britannique, l'expérience pratique de l'administration. Ceci s'applique non seulement au niveau élevé du Conseil administratif et aux postes supérieurs de l'administration, mais aussi à l'administration locale. Des mesures sont prises sous la direction des commissaires provinciaux pour donner des pouvoirs et des attributions plus étendus aux conseils municipaux de toutes les villes principales, qui sont au nombre de dix-huit. Ces conseils municipaux ont été élus, à la fin de 1948 et en janvier 1949, sur une base nouvelle et plus

démocratique par tous les groupes de la population; et chaque conseil a élu son propre maire. Les pouvoirs de ces conseils municipaux comportent la perception des impôts locaux, la promulgation d'arrêtés, le contrôle des services d'hygiène, de l'approvisionnement en eau, de l'éclairage, de l'urbanisme, des secours, etc. Le maire de Tripoli et un des membres importants du Conseil municipal de cette ville ont effectué récemment un voyage d'études dans le Royaume-Uni auprès d'une administration locale chargée de fonctions comparables en Angleterre. Ils ont eu la possibilité, au cours de leur voyage, d'avoir un aperçu de la plupart des aspects de l'administration locale moderne et ont porté leur attention particulièrement sur l'administration financière de la région à laquelle ils étaient assignés.

POLITIQUE ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN CYRENAIQUE ET EN TRIPOLITAINE

37. La politique économique et financière en Tripolitaine comme en Cyrénaïque est orientée vers l'indépendance de la Libye prévue dans la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies. Cette politique tend à rendre ces territoires viables économiquement, condition indispensable à l'indépendance complète. Néanmoins, ni la Tripolitaine, ni la Cyrénaïque ne peuvent espérer parvenir à ce résultat avant de nombreuses années.

38. Les déficits budgétaires prévus pour le présent exercice financier s'élèvent à :

Cyrénaïque	1.271 millions de livres sterling
Tripolitaine	325 millions de livres sterling

Les déficits visibles de la balance commerciale prévus pour le présent exercice financier s'élèvent à :

Cyrénaïque	900.000 livres sterling
Tripolitaine	1.800.000 livres sterling

Lorsqu'on évalue les perspectives économiques de ces deux territoires, il faut toujours prendre en considération la possibilité des sécheresses et des mauvaises récoltes qui se produisent fréquemment.

39. Afin de donner une base plus saine à l'économie du pays on prévoit, entre autres mesures, d'introduire dès que possible une monnaie nouvelle commune aux deux territoires et internationalement reconnue; de réaliser entre eux une union douanière; d'améliorer les services publics de base, tels que l'adduction d'eau, l'énergie électrique et les communications; d'encourager des industries secondaires pour le traitement des matières premières locales; d'améliorer les facilités de crédit en créant de nouvelles banques; d'améliorer et de développer l'agriculture et l'élevage par l'introduction de variétés de meilleure qualité et l'extension des zones se prêtant aux paturages; de rechercher des débouchés nouveaux pour la vente des primeurs, dont le climat de la Tripolitaine favorise la production.

40. Dans la plupart de ces domaines, l'administration a déjà pris des mesures fondées sur des enquêtes de spécialistes. Elle a déjà procédé à des études préliminaires des conditions dans lesquelles une monnaie commune pouvait être introduite. Elle espère examiner prochainement cette question avec les experts

techniques du Commissariat des Nations Unies. Des projets de loi permettant l'ouverture ou la réouverture des succursales des banques étrangères ont été proposés. En même temps, il a été créé un Office des prêts à l'industrie doté d'un fonds automatiquement renouvelable lui permettant de fournir une assistance financière limitée en vue de l'extension et du développement de l'agriculture et des industries secondaires.

41. Dans le domaine de l'agriculture, des progrès réguliers ont été accomplis depuis le début de l'administration britannique. La station de recherches agricoles de Sidi Mesri et six fermes expérimentales (trois dans chaque territoire), ont été remises en état et on a poursuivi l'exécution de certains plans italiens comme les cultures de blé prévues pour la plaine de Barce ainsi que le reboisement de régions appropriées. Plus de 2.000 puits ont été inspectés et plusieurs centaines ont été reconstruits et améliorés, permettant à des troupeaux de paître dans des régions qui récemment encore étaient dépourvues de points d'eau. En outre, un grand nombre d'animaux reproducteurs de la meilleure qualité ont été importés, notamment neuf zébus que l'on a fait venir par avion du Soudan. D'une manière générale, on encourage l'établissement entre les territoires de rapports étroits par l'échange de l'expérience acquise et l'utilisation commune des stations de recherche et d'expérimentation.

42. On continue à étudier le problème des biens et des entreprises appartenant à l'Etat italien ou "para-étatiques", en Tripolitaine et en Cyrénaïque. Il n'a toutefois pas été possible de terminer l'étude de la question des biens et des entreprises "para-étatiques", question extrêmement compliquée et l'étude accomplie jusqu'ici a révélé la nécessité de données supplémentaires qui ne peuvent être obtenues sur place. A la suite de l'étude déjà effectuée, néanmoins, il semblerait souhaitable que la Puissance chargée de l'administration appliquât à tous les cas d'anciens biens italiens en Tripolitaine et en Cyrénaïque les règles générales du droit et de la procédure internationaux convenant à ces circonstances, en tenant compte des intérêts de toutes les parties intéressées.

43. La réalisation d'une économie viable ne peut se faire que progressivement étant donné que les territoires manquent d'un grand nombre de ressources naturelles et que les habitants n'entendent guère changer leurs méthodes. Toutefois, malgré de grandes difficultés, beaucoup a été fait et le terrain a été préparé pour d'autres progrès à l'avenir.

44. Le Gouvernement de Sa Majesté, étant parvenu à la conclusion qu'un plan de développement à long terme (portant sur les vingt ou trente années à venir), est nécessaire pour la Libye, a demandé en juin 1950 aux institutions spécialisées des Nations Unies de fournir une équipe d'experts chargée d'examiner le problème. Cette requête est en cours d'examen et les institutions spécialisées profitent également à cet égard des avis de M. Carter Goodrich, conseiller technique auprès du Commissaire des Nations Unies pour la Libye qui a effectué une enquête indépendante à la requête de M. Pelt.

COORDINATION AVEC LES AUTORITES FRANCAISES

45. En raison des termes de la résolution de l'Assemblée générale, il convient d'ajouter pour conclure que le Gouvernement de Sa Majesté et que les administrations de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque ont maintenu la liaison la plus étroite avec les autorités françaises qui administrent le Fezzan et espèrent que cette coordination se poursuivra dans l'avenir.
